GABRIEL NISSIM, président de l'Acat, **NICOLAS TRUELLE**, directeur général d'Apprentis d'Auteuil, **GUY AURENCHE**, président du CCFD-Terre solidaire, **P. EMMANUEL MEAUDRE**, 1^{er} assistant, congrégation du Saint-Esprit, **FRANÇOIS FAYOL**, président de la Délégation catholique pour la Coopération, **VÉRONIQUE FAYET**, présidente du Secours catholique-Caritas France

« Centrafrique : restons mobilisés ! »

Entre le 4 et le 11 mai dernier, lors du forum de Bangui, près de six cents personnes venues de toutes les régions de Centrafrique se sont réunies pour débattre de la situation et de l'avenir du pays. Plusieurs résolutions fortes se sont dégagées des discussions. Parmi elles, la volonté d'un « renouveau politique » par l'organisation d'élections libres et la levée du gouvernement de transition. Poussées également par la communauté internationale, ces élections doivent avoir lieu avant le 31 décembre 2015, date de fin du mandat pour le gouvernement de transition.

Pourtant, la récente reprise des violences et des pillages menace ces perspectives. Alors que la situation revenait doucement au calme depuis un an, le territoire s'est à nouveau embrasé à la fin du mois de septembre 2015. Les exactions perpétrées une fois de plus au nom de revendications communautaires ont nourri le discours d'opposants politiques au gouvernement de transition appelant à la démission de la présidente Catherine Samba-Panza et au départ des forces françaises et onusiennes déployées sur place. Cette reprise des violences aggrave une situation humanitaire déjà très préoccupante dans la majeure partie du territoire : en juillet 2015, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires

des Nations unies (Ocha) recensait plus de 460 000 déplacés dans le pays et plus de 400 000 réfugiés dans les États voisins. Les violences de ces derniers jours ont entraîné le déplacement de près de 30 000 personnes en deux jours à Bangui. Dans ces conditions, le recensement pré-électoral en cours a de fortes chances

Reportées ou non et sans être une solution miracle, les élections restent une étape nécessaire à la sortie de crise puisqu'elles doivent permettre de poser les bases d'un État républicain, démocratique et stable.

d'être très incomplet et tous les citoyens ne seront donc pas appelés à voter.

Toutefois, décaler les élections n'est pas non plus sans danger. Les Centrafricains veulent en finir avec la transition et la communauté internationale tient au respect du calendrier fixé pour la fin de la transition. Reportées ou non et sans être une solution miracle, les élections restent une étape nécessaire à la sortie de crise puisqu'elles doivent permettre de poser les bases d'un État républicain, démocratique et stable.

Cet objectif, très ambitieux, ne sera possible qu'avec une mobilisation internationale massive en amont, mais également en aval des élections afin de

soutenir la population dans ses efforts pour la paix et la cohésion sociale. Malgré les efforts financiers, humains et techniques qui ont été faits, l'appui financier de la communauté internationale est, à l'heure actuelle, largement insuffisant pour reconstruire le pays.

La conférence des donateurs de la République centrafricaine (RCA), réunie fin mai 2015 à Bruxelles, n'a recueilli que 280 millions d'euros d'engagements alors que l'Ocha estimait les seuls besoins humanitaires à 565 millions d'euros.

Afin d'aider la Centrafrique à s'inscrire dans une paix durable, la communauté internationale doit donc poursuivre son engagement et rester mobilisée en fournissant une aide proportionnée et adaptée à la complexité de cette crise. Au-delà des actions d'urgence, il ne faut donc pas sous-estimer l'importance de la sécurisation du territoire par l'appui au développement d'une armée et d'une police nationale républicaine.

De même, la restauration des services de l'État est essentielle dans des secteurs prioritaires tels que la justice, l'éducation ou la santé. Beaucoup de ces services ayant

été totalement désorganisés durant la crise, leur relance est urgente pour pallier les conséquences d'années à vide sur la jeunesse et donner un nouvel élan à l'économie ainsi que la vie politique du pays.

En ce qui concerne la société civile locale, elle doit poursuivre ses actions en matière de relance du développement et du renforcement de la cohésion sociale. Les initiatives locales sont en effet de plus en plus nombreuses : ainsi, dans certains quartiers de Bangui, des jeunes leaders remettent en place des activités socio-économiques et culturelles auprès des différentes communautés locales dans le but de recréer de la cohésion et de la mixité sociale.

Les organisations de la société civile française doivent elles aussi rester mobilisées auprès des communautés et des organisations centrafricaines.

C'est ce peuple centrafricain en marche pour son avenir que le pape François viendra rencontrer et soutenir le 29 novembre prochain à Bangui. Son engagement personnel en faveur des plus pauvres et de ceux qui souffrent nous invite tous (communauté internationale, États, organisations internationales, associations humanitaires et de développement, etc.) à rester mobilisés pour ce peuple et à continuer de le soutenir dans la reconstruction de la Centrafrique.